

RAPPORT DEVELOPPEMENT DURABLE

2016

Conseil municipal du 21 octobre 2016



SOMMAIRE

	Page
INTRODUCTION	3
I. LES POLITIQUES PUBLIQUES DE LA VILLE DE TOULOUSE RÉPONDANT AUX FINALITÉS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	4
I.1. La protection et la valorisation de l'environnement	4
1/ Les espaces verts	4
1.1. Les parcs et jardins 1.2. Le domaine agricole de la Ville de Toulouse 1.3. L'arbre « COP 21 »	
2/ La protection des habitants contre le risque inondation	5
3/ L'amélioration continue de la qualité de l'air	7
I.2. L'aménagement du territoire toulousain en faveur de la qualité de vie et du confort des habitants	8
1/ Les opérations « cœurs de quartier »	8
2/ Les autres opérations d'aménagement à Toulouse	9
3/ L'optimisation du stationnement et des mobilités douces	9
3.1. Le stationnement à Toulouse 3.2. L'aménagement des espaces publics en faveur des modes doux de mobilité 3.3. Les Pédibus 3.4. Les mesures en faveur des piétons 3.5. La charte de livraison et la logistique urbaine	
4/ La construction et la rénovation énergétiques de logements	11
I.3. L'enjeu sociétal	12
1/ Les jardins partagés	12
2/ L'offre culturelle toulousaine	13
II. L'ADMINISTRATION EXEMPLAIRE DE LA COLLECTIVITÉ	14
II.1. Les consommations d'énergie dans les bâtiments de la Ville	14
1/ La maîtrise des dépenses énergétiques dans les écoles et autres bâtiments	14
2/ L'éclairage public	15
3/ Dématérialisation et maîtrise des utilisations des ordinateurs	15
II.2. La prise en compte du développement durable dans les événements et manifestations de la Ville	15
III. LES MÉTHODES DE LA VILLE DE TOULOUSE POUR ASSURER UN DÉVELOPPEMENT DURABLE EN PROGRESSION CONTINUE	16
III.1. Le rôle transversal du Plan Climat	16
III.2. La mobilisation des associations pour engager les citoyens	17
1/ Le soutien aux actions associatives dans le champ de l'éducation à l'environnement et au développement durable	17
2/ La Semaine européenne du développement durable (SEDD)	19
III.3. Les actions dans les quartiers toulousains	19
III.4. La communication sur le développement durable	20
LE TABLEAU DE BORD DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	21

La Ville de Toulouse met en œuvre un développement durable de proximité, pour une qualité de vie et une solidarité territoriale en progression continue

Introduction

<p>L'obligation légale de production d'un rapport annuel de développement durable pour les communes et les EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) de plus de 50 000 habitants en est, en 2016, à sa 6ème année d'application réglementaire.</p> <p>En effet, le décret d'application de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (« Grenelle 2 »), en application de l'article 255, a rendu obligatoire la rédaction d'un rapport sur la situation en matière de développement durable dans le but de <i>mettre au centre des débats entre élus « le cheminement vers la durabilité » de l'action publique de la collectivité territoriale.</i></p> <p>La Ville de Toulouse conçoit le développement durable dans la commune comme un ensemble de politiques publiques, de méthodes et de moyens destinés à renforcer la qualité de vie, le confort et la santé dans la ville, dans une vision de renforcement de la proximité des services mis à disposition des habitants.</p> <p>Ses compétences en matière de développement durable venant s'ajouter à celles de Toulouse Métropole, il est utile de rappeler celles-ci en tant que de besoin.</p> <p>Ce rapport est avant tout conçu comme un <i>support au dialogue</i> et il se veut un exercice où la collectivité territoriale, ses élus, ses services, voire d'autres personnes associées à sa rédaction, débattent sur les actions, politiques et programmes et leurs effets, selon les cinq finalités du développement durable exposées dans un « référentiel » national.</p> <p>Il est censé décliner au niveau territorial la Charte de l'environnement, référence constitutionnelle, et le bloc législatif et réglementaire issu des lois « Grenelle » et de la stratégie nationale de développement durable.</p>	<p>Le développement durable est habituellement représenté par trois sphères qui se recouvrent partiellement : celle du développement économique, celle du domaine social/sociétal, celle de la protection et valorisation de l'environnement. Mais il n'est pas la somme de ces trois sphères, il correspond à leur intersection simultanée. Il s'inscrit dans une vision d'allocation optimale des ressources et de réponse aux besoins des citoyens à long terme et de façon continue : selon la définition donnée dans le rapport Brundtland de 1987, <i>le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.</i></p> <p>C'est donc un mode de développement qui peut se perpétuer parce qu'il ne détruit pas les ressources écologiques et qu'il favorise la préservation des structures et systèmes sociaux permettant le progrès à la fois individuel et des groupes humains.</p> <p>Pour l'édition 2016, le rapport de développement durable de la Ville de Toulouse reprend les <i>cinq finalités</i> du développement durable, telles que, à ce jour, formulées par les textes nationaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lutter contre le changement climatique et protéger l'atmosphère, - préserver la biodiversité et protéger les milieux et les ressources - permettre l'épanouissement de tous les êtres humains, - assurer la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations, - fonder les dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables. <p>Il intègre également les éléments de méthode ou « <i>démarche de développement durable</i> » proposés par les textes en vigueur, que sont : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.</p> <p>C'est pourquoi le rapport annuel 2016 de la Ville de Toulouse se structure, pour être conforme à la législation, en 3 axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un passage en revue des politiques, programmes et actions publiques dans le champ des 5 finalités indiquées ; - une présentation des principales actions visant à l'exemplarité de l'administration de la collectivité toulousaine ; - l'exposé des méthodes et des processus de gouvernance mis en œuvre par la collectivité pour élaborer, mener et évaluer son action.
--	--

I. Les politiques publiques de la Ville de Toulouse répondant aux finalités du développement durable

I.1. La protection et valorisation de l'environnement

1/ Les espaces verts

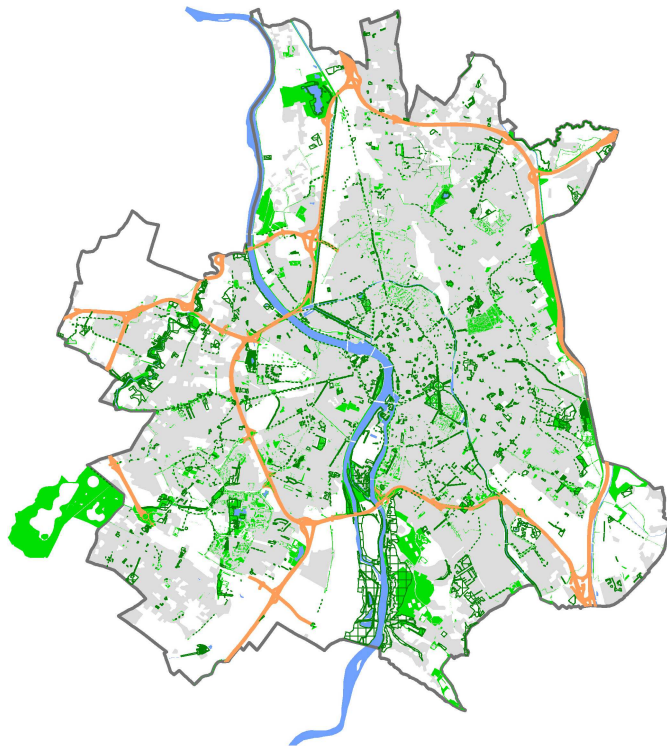
Ils sont de compétence strictement communale.

1.1. Les parcs et jardins

Les très nombreux parcs et jardins de Toulouse offrent d'agréables moments aux visiteurs, occasionnels et réguliers. Espaces verts nouveaux ou réaménagés, entretien des parcs et jardins existants, la Ville apporte un soin particulier au traitement de ces sites aux fonctions multiples : maîtrise des flux nécessaires pour leur fonctionnement (énergies, eau, entrants, compostage...), environnement et intégration dans la trame verte et bleue urbaine, captation du carbone à travers les arbres, convivialité et confort, solidarité territoriale en les développant dans tous les quartiers, maîtrise des coûts et contractualisations diverses avec de nombreuses entreprises et bureaux d'études. Par exemple, les tailles « douces » des arbres sont systématisées. S'y ajoute la sécurisation absolue des agents de la ville et de toutes les personnes intervenant sur ces sites.

Au total, les 170 parcs et jardins de la ville couvrent 760 ha, soit 6,5 % de la superficie communale, sans compter les berges et aménagements de la Garonne.

Enfin, la Ville a obtenu la distinction « Jardin remarquable » pour le Jardin japonais de Compans, qui fait donc partie des seuls 200 parcs en France ayant reçu ce label.



1.2. Le domaine agricole de la Ville de Toulouse

Le **domaine agricole** de la ville de Toulouse couvre 180 hectares de surface cultivée (blé, orge, soja, sorgho, vigne...) dans les quartiers de Ginestous, Pech David et Gabardie et 25 hectares de vignes sur le domaine de Candie. La production de vigne et de céréales est intégralement certifiée Agriculture Biologique, ou « AB », depuis 2014.

Dans les années 1970, Toulouse a acquis de vastes terrains agricoles dont l'exploitation est confiée en 1976 à la régie agricole basée au Domaine de Candie. Celui-ci comprend un château du Moyen Âge, qui abrite le chai, une maison de maître et un pigeonnier. Ce château est inscrit au titre des monuments historiques depuis 2001. Le parc et la ferme le sont depuis 1942.

Propriété de la Ville depuis 1976, le **site de Candie** est le plus ancien domaine agricole de Toulouse. Il est aussi depuis 2014 le plus grand domaine bio à l'échelle de la région.

Le vin du Domaine de Candie a opéré une montée en gamme associée à sa conversion en BIO par un travail sur l'ensemble de la chaîne de production.

La production annuelle du domaine est de l'ordre de 500 tonnes. Chaque année, une dizaine d'hectares est réservée à la culture de lentilles pour produire 6 tonnes de lentilles destinées à la consommation des 33 000 enfants qui fréquentent les cantines scolaires toulousaines (10 repas dans l'année).

Les grains des 7 cépages cultivés (Merlot, Syrah, Négrette, Cabernet franc et Cabernet sauvignon en rouge et Chardonnay et Mauzac en blanc) sont récoltés à maturité.

Chaque cépage est vinifié séparément durant 9 mois, puis conduit en fût de chêne durant 6 mois supplémentaires. L'œnologue du domaine réalise, après dégustation, les assemblages des cépages en fonction de la nature des arômes qu'ils auront produits pour aboutir aux cuvées : Illustre, Chardonnay ou Jaurès. La production annuelle est de l'ordre de 35 000 bouteilles.

Du fait de la durée du processus de vinification et de maturation en fût de chêne (2 ans), les premières bouteilles de vin bio seront en vente fin 2016. La vente se fait au domaine.

En complément du vin, le domaine produit un jus de raisin bio d'excellente qualité : 15 000 litres produits en 2015.

1.3. L'arbre « COP 21 »

La Ville a implanté un arbre Cop 21 dans chaque quartier toulousain fin 2015. La variété d'arbre ciblée, l'érable champêtre, et les endroits pour la plantation ont été choisis minutieusement. Chacun des 20 Maires de quartier a organisé une animation conviviale autour de l'arbre planté dans leur quartier en présence de seniors, de membres d'associations, de clubs... et d'enfants toulousains.

2/ La protection des habitants contre le risque inondation

Pour tendre vers le risque 0, la Ville met en œuvre une politique de connaissance, surveillance et protection maximale des Toulousains, notamment contre le risque d'inondation.

Le P.P.R.I. (plan de prévention du risque d'inondation) de la Ville est l'outil essentiel pour maîtriser l'urbanisation en zones inondables, permettant ainsi de limiter l'exposition aux risques des personnes et des biens. Approuvé en 2011, il doit aujourd'hui être intégré à une gestion du risque à plus large échelle, principalement métropolitaine.

Au quotidien, la mairie dispose du **plan inondation communal (PIC)**, qui fixe les modalités de déclenchement de l'alerte des services municipaux, répartit les missions entre les différents représentants du poste de commandement communal et désigne les services qui doivent intervenir en prévoyant les moyens matériels nécessaires.



À chaque niveau, correspondent des actions à entreprendre pour assurer la sécurité de la population toulousaine. Les trois niveaux d'alerte prévus dans le PIC sont :

Vigilance	1,40 m au Pont-Neuf	Mise en vigilance des services municipaux concernés et principaux établissements sensibles
Pré-alerte	2,00 m au Pont-Neuf	Mise en pré-alerte des services municipaux concernés et principaux établissements sensibles
Alerte	2,30 m au Pont-Neuf (2,50 m auparavant)	Mise en alerte des services municipaux concernés et principaux établissements sensibles. Mise en place du Poste de Commandement Communal

→ **L'action métropolitaine**

Compétence GEMAPI

Le bon état des eaux et la prévention des inondations sont des enjeux majeurs sur le bassin Adour-Garonne. L'atteinte des objectifs fixés par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et par la Directive Inondation (DI) pour répondre à ces enjeux nécessite une organisation des maîtrises d'ouvrage visant l'opérationnalité, à une échelle hydrographique adaptée. C'est l'objectif de la nouvelle compétence GEMAPI.

La GEMAPI est une compétence instaurée par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014. Elle est obligatoire pour la Métropole et doit être mise en œuvre au plus tard à compter du 1^{er} janvier 2018. La loi crée un bloc de compétences qui regroupe les missions suivantes :

- 1 aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- 2 entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau et leurs accès
- 3 défense contre les inondations,
- 4 protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Le territoire métropolitain possède un réseau hydrographique dense, environ 400 km de cours d'eau. 34 communes du territoire sont soumises au risque inondation.

L'enjeu prioritaire de Toulouse Métropole reste la protection des personnes et des biens.

Toulouse Métropole devra prendre en charge la gestion des ouvrages de protection contre les inondations qu'elle aura identifiés mais le Maire reste responsable de la sécurité publique sur son territoire (élaboration du Plan Communal de Sauvegarde, Gestion de crise, informations).

Dans ce cadre, Toulouse Métropole a engagé une réflexion globale sur la prise de compétence GEMAPI. Elle débute par un diagnostic qui se décline en différents axes :

- une veille réglementaire et une analyse juridique et financière ;
- un recensement du patrimoine à intégrer pour l'exercice de cette compétence,
- un travail d'équipe au sein d'un groupe technique GEMAPI,
- une concertation avec les acteurs extérieurs : État, Agence de l'Eau, syndicats de rivière, communes.

Suite à cette phase de diagnostic, une stratégie métropolitaine devra émerger d'ici la fin de l'année 2016 autour de la mise en place d'une gouvernance technique et politique.

Mise en œuvre de la Directive Inondation

La Directive Inondation de 2007 a pour objet d'établir un cadre pour la gestion des risques d'inondation qui vise à réduire les conséquences négatives pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique associées aux inondations dans la Communauté.

L'agglomération toulousaine est identifiée comme Territoire à Risque Important d'Inondation (TRI). Le « TRI Toulouse » est un territoire composé de 12 communes riveraines de la Garonne dont 8 de Toulouse Métropole, concentrant les enjeux (population, emploi) en zone inondable.

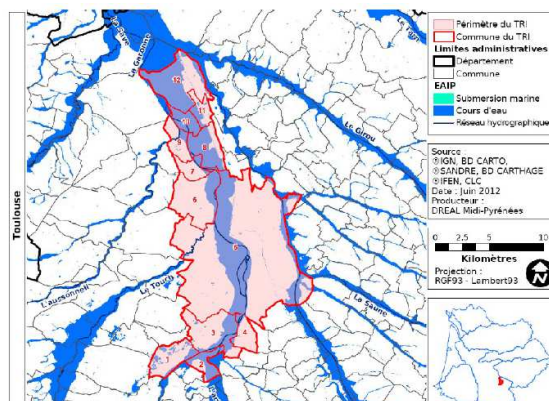
Une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) est obligatoire pour chaque TRI et doit être élaborée pour fin 2016. Sa coordination est aujourd'hui assurée par l'Etat, qui s'appuie fortement sur la démarche engagée par Toulouse Métropole. Cette stratégie devra faire l'objet, en suivant d'une programmation d'actions sur 2017-2020 par une coopération de maîtrises d'ouvrages pertinents.

Au regard des enjeux humains et économiques soumis au risque inondation, Toulouse Métropole est sans conteste partie prenante de l'élaboration de cette stratégie locale. C'est pourquoi, la collectivité a lancé une étude qui vise à disposer d'un niveau de connaissance sur les enjeux en zones inondables du territoire, pour prioriser les actions de prévention à engager en vue d'assurer la sauvegarde des personnes et des biens de notre territoire.

Les objectifs de l'étude qui se déroulera sur 1 an sont :

- réaliser un diagnostic sur la vulnérabilité du territoire de Toulouse Métropole,
- élaborer une stratégie métropolitaine de gestion et prévention des inondations.

Un travail sur l'intégration des enjeux nationaux et territoriaux, en termes d'aménagement du territoire et de réduction de la vulnérabilité, dans les documents d'urbanisme est en cours, à travers la révision du SCOT de l'agglomération toulousaine et l'élaboration du futur PLUi-H.



Il est à noter que le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI), approuvé en décembre 2015, est un document stratégique qui fixe les grandes orientations de la politique de gestion des risques d'inondation à l'échelle du bassin hydrographique Adour-Garonne, pour les six ans à venir. C'est un document de rang supérieur, comme le SDAGE, avec lequel les documents d'urbanisme doivent être compatibles.

3/ L'amélioration continue de la qualité de l'air



L'ORAMIP, observatoire régional, calcule tous les jours un indice de qualité de l'air (indice allant de 1 très bon à 10 très mauvais) pour les villes de Toulouse, Albi, Castres et Tarbes. Ces indices sont calculés à partir des relevés de 4 polluants : ozone, dioxyde d'azote, dioxyde de soufre et particules inférieures à 10 microns.

L'ORAMIP envoie un communiqué par courriel dès qu'un dépassement de seuil réglementaire est constaté ou prévu sur les zones concernées.

La ville de Toulouse est directement membre de l'ORAMIP, qui fournit des données spécifiques à son territoire.

Globalement, la qualité de l'air mesurée par l'ORAMIP est moyenne à bonne sur la Ville de Toulouse. En effet, la réglementation est respectée en 2015 dans l'agglomération toulousaine pour le benzo(a)pyrène, le monoxyde de carbone, le dioxyde de soufre et le benzène ; ainsi qu'en fond urbain pour les particules PM10 et le dioxyde d'azote. En revanche, pour l'ozone, l'objectif de qualité n'est pas respecté en 2015, dans tout le département comme dans toute la région. Les stations de l'agglomération toulousaine enregistrent jusqu'à 26 journées de dépassement des 120 microgrammes par mètre cube, les stations de la zone rurale du département 20 journées de dépassement.

→ L'action métropolitaine

L'ORAMIP (Observatoire de l'Air en Midi Pyrénées) a la charge de la surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble de la région. Toulouse Métropole, qui contribue à son financement, dispose grâce à cet observatoire de toutes les données en matière de pollution de l'air :

- > données relevées en continu pour chaque polluant sur chacune des 14 stations de mesure réparties sur le territoire ;
- > statistiques des données pour chaque polluant par année avec comparaison aux moyennes nationales ;
- > nombre de personnes exposées à des dépassements de seuil pour chaque polluant.
- > modélisation de la pollution à partir des valeurs d'émission des différents contributeurs (trafic, chauffage, industrie...).

Ces modélisations donnent lieu à l'établissement de cartographies (2D) de concentration moyenne annuelle de chacun des principaux polluants. Ce type de cartographie peut également être établi à horizon +5, + 10...ans en rentrant les données selon les hypothèses projetées.

Un test de cartographie 3D (tenant compte de la morphologie du bâti) a été réalisé sur un quartier toulousain dans le cadre d'une étude particulière ; avec une modélisation 3D, les choix d'aménagement sont ici fortement étayés grâce à l'analyse beaucoup plus fine de la dispersion des polluants. Par contre, la méthodologie à mettre en œuvre est beaucoup plus lourde, et le recours à ce type d'outil ne peut être généralisé ;

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) est établi sous l'autorité du Préfet de département et met en place des mesures de réduction des émissions des polluants atmosphériques et d'amélioration de la qualité de l'air.

Ils sont obligatoires dans toutes les agglomérations de plus de 250 000 habitants et dans les zones où les valeurs limites et les valeurs cibles sont dépassées ou risquent de l'être.

Le territoire de l'agglomération toulousaine présente de façon récurrente depuis 2009, des dépassements des valeurs limites annuelles pour le dioxyde d'azote (NO₂) à proximité des grands axes de circulation, et selon les années, des dépassements des valeurs limites annuelles pour les particules en suspension (PM10) là aussi dans les secteurs proches d'un fort trafic.

La mise en place d'actions destinées à améliorer la qualité de l'air de Toulouse et de ses environs est ainsi indispensable et a conduit à la révision de l'ancien Plan de Protection de l'Atmosphère en vigueur depuis 2006, en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes, pour une approbation par arrêté préfectoral le 24 mars 2016.

1.2. L'aménagement du territoire toulousain en faveur de la qualité de vie et du confort des habitants

1/ Les opérations « cœurs de quartier »

La Ville de Toulouse a lancé depuis 2014 une opération d'envergure baptisée « cœurs de quartier ». D'ici 2020, 33 projets, destinés à améliorer la vie de quartier, sont lancés. Renforcement de l'attractivité commerciale et aménagements urbains sont au centre du dispositif.

Un cœur de quartier est une zone où plusieurs commerces participent au vivre-ensemble et à la qualité de vie des habitants et passants. La Ville de Toulouse souhaite investir (5 millions d'euros pour les études / 40 millions d'euros pour les réalisations programmées jusqu'en 2020) dans ces "centralités" pour créer de véritables lieux de vie, redonner vie aux quartiers, notamment dans ceux dont le commerce est en souffrance. Cette démarche concerne les cœurs de quartier existants mais aussi ceux en devenir dans les nouvelles ZAC, comme la Cartoucherie, Borderouge...

L'enjeu est d'améliorer la qualité de vie dans les quartiers à travers 3 objectifs :

- l'amélioration de l'offre commerciale et des services de proximité ;
- l'amélioration de la qualité du cadre de vie ;
- dynamiser la vie de quartier.

La démarche consiste à donner un rôle majeur à la concertation.

Un prédiagnostic de commercialité réalisé sur 64 quartier, identifiés avec les maires de quartiers, a permis de recenser 33 opérations prioritaires.

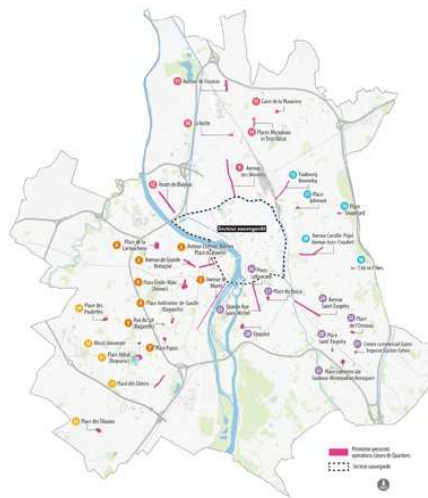
Sur ces 33 cœurs urbains, deux types de diagnostic sont menés :

1/ Diagnostic de commercialité : réalisé en 2016, par la Ville de Toulouse, avec l'assistance d'un bureau d'études spécialisé, en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse et la Chambre des Métiers de l'Artisanat et de la Haute-Garonne et en concertation avec les commerçants il va permettre de dresser la liste de préconisations.

2/ Diagnostic urbain : dans un second temps, les cœurs de quartier, qui ne sont pas en cours de réaménagement dans le cadre d'une opération d'extension ou de renouvellement urbain, feront l'objet d'un diagnostic urbain (détermination des forces et faiblesses), d'un plan d'actions. Ces études de programmation seront réalisées par les services de la Ville et de la Métropole, avec l'assistance de trois équipes d'urbanistes et d'architectes privés. Toutes ces opérations seront menées en concertation avec les habitants et les usagers de l'espace public.

Pour partie, leur achèvement est prévu fin 2019 début 2020.

La carte des 33 cœurs de quartier prioritaires



A titre d'exemple, les Pradettes constituent ainsi un quartier en profond renouvellement La place va connaître un nouveau visage, plus convivial et plus sécurisé aussi.

La **convivialité**, élément souvent oublié du développement durable, est favorisée par la pose de barrières en bois pour dissuader les jeunes téméraires de faire du quad. Mais aussi par l'installation de bancs et de tables de pique-nique pour une nouvelle vie de quartier. Cette transformation se façonne dans la concertation avec les habitants, les associations et les promoteurs. Notamment par le biais d'une réunion mensuelle avec riverains et services de l'urbanisme.

2/ Les autres opérations d'aménagement à Toulouse

L'aménagement du territoire est une compétence métropolitaine.

En tant que ville centre, Toulouse est bien entendu un espace clé d'aménagement ou de renouvellement urbain.

Ainsi en est-il, par exemple, du lancement du projet Saint-Sernin et de la transformation des allées Jean-Jaurès en ramblas. Dans les deux cas, les opérations sont sous l'égide de la maîtrise d'œuvre de Joan Busquets. Ces deux projets ont notamment en commun de donner une place nouvelle et revalorisée aux espaces verts et plantations.

On peut également citer la rénovation complète de la place Saint-Pierre. Après les emmarchements qui offrent un accès direct aux berges depuis 2014, la seconde phase terminée au printemps 2016 a transformé la partie haute de la place et en fait un véritable balcon sur le fleuve. L'accent a été mis sur le confort des piétons et cyclistes, avec des espaces de circulation élargis, l'utilisation d'un revêtement au sol de qualité et esthétique, un éclairage optimisé et davantage d'arbres. Les nouveaux bancs permettent, notamment, de profiter du wi-fi gratuit. Cette opération d'embellissement s'inscrit à la fois dans le cadre du projet urbain de Toulouse-Centre et dans celui du Grand Parc Garonne, sous maîtrise d'ouvrage Métropole.

→ *L'action métropolitaine*

La compétence aménagement et urbanisme est exercée au travers du Plan local d'urbanisme (PLU), qui définit les orientations d'urbanisme et d'aménagement. Elle permet de promouvoir un développement cohérent et équilibré du territoire, de créer et gérer les grandes zones d'implantation de logements et d'activités. Toulouse Métropole développe cette compétence, notamment au travers des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ou Zones d'Aménagement Différé (ZAD) et de la mise en place des participations financières de l'aménagement.

Ces outils permettent d'organiser l'espace communautaire en prenant en compte les autres politiques publiques, comme les transports, l'habitat, le développement durable, les loisirs, l'économie...

Il est important de souligner que cette politique d'aménagement ou de renouvellement de nouveaux quartiers s'inscrit dans une volonté de cohérence et de continuité avec les quartiers environnants.

3/ L'optimisation du stationnement et des mobilités douces

3.1. Le stationnement à Toulouse

La politique de stationnement est conçue comme un levier indispensable au report modal, de la voiture thermique à usage en « solo » vers les autres modalités d'utilisation de la voiture et les mobilités non émissives de CO2.

Elle s'est poursuivie en 2015 et 2016 :

- le stationnement payant avec tarification préférentielle pour les résidents s'est étendu sur les quartiers toulousains Frizac, Busca et Gorp ; ce stationnement résident sur voirie ou en parc en ouvrage permet aujourd'hui aux résidents des quartiers concernés de trouver plus aisément des places de stationnement, à proximité de leur habitation. Bien entendu, toute personne habitant dans une rue à stationnement gratuit ne peut pas bénéficier du stationnement résident. Depuis le 1^{er} septembre 2013, les Toulousains habitant dans le périmètre réglementé peuvent également bénéficier d'un tarif préférentiel à 75€/ mois pour les voitures et 30€/ mois pour les motos dans neuf parkings du centre-ville, dans la limite des places disponibles.

- Plusieurs axes commerçants toulousains sont passés en payant (secteur La Vache, place Job, rue du Pont de Guilheméry, axes Camille Pujol / Jean Chaubet / avenue de Castres, av Jean Rieux.

- 4 zones bleues ont été développées sur Toulouse.

Cette politique de stationnement payant avec tarification préférentielle résidents permet également de favoriser le développement des activités économiques et l'accueil des visiteurs par l'augmentation de la rotation des véhicules dans les rues commerçantes et de réduire l'occupation permanente de l'espace public par les voitures "ventouses".

3.2. L'aménagement des espaces publics en faveur des modes doux de mobilité

La Ville de Toulouse s'est engagée depuis quelques années dans un plan de modernisation des espaces publics de son centre-ville, au profit des modes doux. La zone en aire piétonne s'est largement étendue depuis 2013, en accompagnement du réaménagement de plusieurs axes du centre-ville.

Depuis 2014, les études et travaux se sont accélérés : la place Saint-Pierre réaménagée a été livrée en juin 2016, les travaux des rues des Lois et Bayard ont débuté début 2016 pour une livraison courant 2017. D'autres secteurs sont en cours d'études pour une réalisation dans le mandat : rue Gambetta, allées Jean Jaurès, Place Saint-Sernin, Place du Salin, Place Victor Hugo.

En juillet 2015, la section ouest de la rue Pargaminières, réaménagée, a été réglementée en aire piétonne.

Parallèlement, les zones 30 ont poursuivi leur développement sur le centre de Toulouse comme sur le reste de la Métropole : fin 2015, sur l'ensemble de la métropole, 628 km de voirie sont en zone 30 (soit + 119 km par rapport à 2014).

En mai 2015, avec la mise en zone 30 du quartier Saint-Aubin, la totalité du centre-ville de Toulouse est en circulation apaisée (hors axes structurants).

3.3. Les Pédibus

Le pedibus est un système de ramassage scolaire effectué le plus souvent par les parents d'élèves. C'est un mode de déplacement convivial et écologique, soutenu par Toulouse Métropole en développement dans la ville centre.

Toulouse Métropole agit sur l'analyse des parcours, d'éventuels aménagements d'appoint et le matériel de sécurité.

Ainsi, Toulouse Métropole a œuvré à la rentrée 2015 à la mise en place du pedibus pour le groupe scolaire Viollet Le Duc aux Pradettes. Un autre groupe scolaire devrait se doter d'un pedibus à la rentrée 2016 : Billières.

La plaquette Pedibus a été mise à jour en juillet 2016 et est disponible sur le site internet de Toulouse Métropole, rubrique Missions/déplacement/pedibus.

3.4. Les mesures en faveur des piétons

Ville centre de la Métropole, où habitent les trois quarts de ses habitants, Toulouse est au cœur de la série d'actions métropolitaines visant à promouvoir la marche comme mode de déplacements urbains ou à mieux connaître cette pratique. Pour ce faire, le guide « Toulouse piéton » paru en septembre 2014 a été mis à jour en 2015.

Les pratiques de la marche, comme du vélo, sont d'autant plus appelées à se développer que Toulouse fait de plus en plus de place à la promenade et aux rencontres dans son centre ancien. Il est ainsi plus facile d'y tisser plus de liens et vivre ensemble. Réaménagement de rues emblématiques, création de places et placettes, nouveaux squares, implantation d'un mobilier urbain de qualité dévoilent petit à petit le visage du nouveau centre-ville.

3.5. La charte de livraison et la logistique urbaine

Actuellement, une charte limite les livraisons en véhicule Diesel en centre-ville de Toulouse et favorise les véhicules électriques afin de réduire les nuisances atmosphériques et sonores liées au transport de marchandises en ville. Ces dispositions ont permis d'encourager :

- le développement par les entreprises de transport de flotte de véhicules électriques ;
- le développement de nouveaux acteurs spécialisés dans les modes de livraisons doux.

Suite à une concertation régulière poursuivie en 2016 entre tous les signataires et acteurs (transporteurs, chambres consulaires, commerces), la Charte évoluera prochainement en élargissant son périmètre d'action et en favorisant les motorisations au Gaz Naturel Véhicule (GNV) afin de répondre à tous les besoins du transport de marchandises.

Parallèlement, Toulouse Métropole s'est engagée par des conventions de partenariat à accompagner l'émergence de stations GNV sur son territoire.

Enfin, la Métropole finance et anime plusieurs études sur des solutions logistiques innovantes à développer dans un proche avenir pour mieux organiser les déplacements liés aux activités de la ville, toutes filières confondues : développement de consignes automatiques pour colis, conciergerie, hôtel logistique.

4/ La construction et la rénovation énergétiques de logements

Il s'agit d'une compétence métropolitaine. Mais Toulouse représente 70 % des logements existants sur l'ensemble du territoire et près des 2/3 des flux de construction de nouveaux logements. Selon la dénomination INSEE, les quartiers (IRIS) où l'on construit le plus sont Latecoere, Ramier, Lalande-Nord.

→ *L'action métropolitaine*

La réhabilitation énergétique du parc privé existant

Dans le cadre de la délégation des aides à la pierre pour la période 2012-2017, le Programme d'Intérêt Générale (PIG) « Performance Énergétique – Habiter Mieux » constitue un volet important de la politique du logement de Toulouse Métropole en matière de performance énergétique. Il s'inscrit dans les suites du Grenelle de l'environnement et du Plan Climat. Ce dispositif s'appuie sur l'ensemble des aides disponibles : l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH), Toulouse Métropole, Région... Il a pour objectif la réhabilitation énergétique d'environ 150 logements par an occupés par des propriétaires à revenus modestes et très modestes, selon les critères d'éligibilité définis par l'ANAH. A cela s'ajoute la mobilisation du Fond d'Aide à la Rénovation Thermique (FART), dans le cadre du contrat d'engagement signé avec l'ANAH, pour l'aide aux travaux de réhabilitation thermique pour les propriétaires occupants à revenus modestes. Avec près de 300 logements rénovés énergétiquement en 2014 pour des propriétaires occupants, les résultats dépassent les objectifs¹.

Un volet adaptation des logements est inclus dans ce programme pour faciliter les travaux favorisant le maintien à domicile des personnes âgées. Par ailleurs, la lutte contre la précarité énergétique dans le logement renvoie également à la lutte contre l'habitat indigne. Aussi, un autre PIG « Lutte contre l'habitat indigne » vise à requalifier des immeubles entiers dégradés et/ou insalubres.

L'action continue sur les grandes copropriétés

L'ampleur de la construction d'initiative privée d'habitat collectif dans les années 1960 demeure une spécificité toulousaine. Sur 500 copropriétés de plus de 50 logements construites entre 1955 et 1990², regroupant près de 52 000 logements, soit l'équivalent du parc locatif social, les deux-tiers datent des années 60 et représentent 34 000 logements. Une partie de ce parc privé joue un rôle social de fait, et certains ensembles connaissent des phénomènes de déqualification marqués qui ont justifié la mise en œuvre d'une politique globale en faveur des copropriétés. Trois grands enjeux en découlent : identifier le plus en amont possible les dysfonctionnements, prévenir la déqualification des copropriétés fragiles et redresser durablement celles qui sont le plus en difficulté. C'est pourquoi, Toulouse Métropole a mis en œuvre une palette d'actions graduées et adaptées à la difficulté des contextes allant du Plan de Sauvegarde à une mission de veille et de prévention. 13 Plans de sauvegarde et 3 OPAH sont achevés ; 1 Plan de sauvegarde et 3 OPAH sont en cours, regroupant un millier de logements. De plus, depuis 2007, les copropriétés sont accompagnées dans le cadre d'un programme de veille et de prévention mené en collaboration avec l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL).

1 Logements agréés par l'ANAH, dossiers déposés et en cours d'instruction (visites effectuées)

2 Observatoire des copropriétés de l'agglomération toulousaine, aua/T – Toulouse Métropole

Le programme de rénovation énergétique du logement social

La rénovation thermique demeure une question majeure pour maintenir l'attractivité du parc afin que l'écart qualitatif ne se creuse pas entre le parc neuf et ancien, ainsi que pour faire baisser les factures énergétiques des locataires et améliorer le confort du logement. Si les exigences de développement durable prise en compte dans la production de logements neufs a permis d'avoir un parc social relativement de bonne qualité thermique avec près de 40% des logements classés en ABC, la moitié du parc a été construit avant les années 80 et un logement sur trois avant 1975. Ainsi, les classes EFG représentent 22% du parc social, avec une classe F et G comptant moins de 1 000 logements ; la classe D représente 38% du parc, soit près de 16 000 logements. Toulouse Métropole s'est engagé à accompagner la réhabilitation énergétique du parc social existant : la convention pluriannuelle d'objectifs signée en 2012 entre Toulouse Métropole, la Région et les bailleurs sociaux, via les contrats d'engagements et une programmation pluriannuelle en lien avec les plans stratégique de patrimoine et les Convention d'Utilité Sociale (CUS) des organismes HLM, s'est consolidée en 2014 dans le cadre d'un Programme de Réhabilitation de l'Habitat signé avec l'Etat. Le soutien financier de la communauté urbaine se poursuit sous forme de subvention pour des travaux d'amélioration des performances énergétiques et de réhabilitation mixtes dans les quartiers Politique de la Ville (financements ANRU).

L'objectif est d'agir en priorité sur les bâtiments les plus énergivores (classe EFG) en les amenant vers la classe C, voire vers des logements en BBC avec des modulations de subventions. L'objectif retenu pour la période de prorogation du PLH est de réhabiliter entre 800 à 1 200 logements par an, selon les engagements pris dans le CPER 2015-2020. Avec 815 logements réhabilités énergétiquement en moyenne par an de 2010 à 2013, auxquels s'ajoutent 780 logements financés en moyenne par an dans le cadre du GPV avec des aides de l'ANRU pour tous types de travaux dont énergétiques, Toulouse Métropole dépasse les objectifs du PLH.

L'enjeu de performance en « durabilité » sur la construction neuve

Depuis 2010, Toulouse Métropole signe avec les opérateurs sociaux des contrats les engageant sur des objectifs qualitatifs et quantitatifs, notamment sur des enjeux de développement durable : économies d'eau, économies d'énergie et plus généralement toute performance permettant des économies de charges pour les locataires.

Dans ce cadre, Toulouse Métropole incite les opérateurs sociaux à construire des logements de performance énergétique supérieure à la norme nationale, et de haute qualité d'usage (Toulouse Métropole a mis en place une charte de la qualité d'usage)

Une opération exemplaire impulsée par Toulouse Métropole a été livrée en 2013 : la résidence LIZOP, première résidence d'habitat social à énergie positive de Midi Pyrénées, 55 logements en collectif et individuel.

Une autre opération exemplaire financée par Toulouse Métropole en 2013 sera livrée en septembre 2016 : l'opération MAGNOLIA du Nouveau Logis Méridional : première résidence d'habitat social en matériaux label biosourcé de France, 23 logements collectif.

Par ailleurs un travail a été conduit par Toulouse Métropole et les organismes HLM, en partenariat du territoire afin d'inciter les locataires à adopter des éco-gestes dans leur logement, afin de réduire leurs consommations d'énergie, d'eau et leur production de déchets.

1.3. L'enjeu sociétal

1/ Les jardins partagés

Ouverts à tous, les jardins partagés de Toulouse regroupent des jardiniers amateurs ou de simples visiteurs. Ces jardins sont conçus selon une démarche participative des habitants, et respectueuse de l'environnement, spécifique à la Ville de Toulouse.

Pour être acteur de son quartier et œuvrer pour son amélioration, cultiver sa part de nature en ville, un jardin partagé peut être mis en place par la collectivité sur du foncier public. Il est alors considéré comme un espace ouvert au public, conçu et animé avec les habitants.

Ainsi il est nécessaire pour la collectivité, mais aussi pour la pérennité du projet de jardin, de l'inscrire dans une véritable transversalité :

- s'appuyer sur un groupe de citoyens structurés ;
- vérifier la faisabilité juridique, technique et financière ;
- faire le lien avec les autres projets qui font de la ville un lieu riche, dense et complexe.

Concrètement, cela signifie :

- Se structurer en groupe d'habitants

- Réfléchir à un début de projet en cohérence avec la Charte des jardins partagés³
- Remplir un formulaire dédié à la demande de création



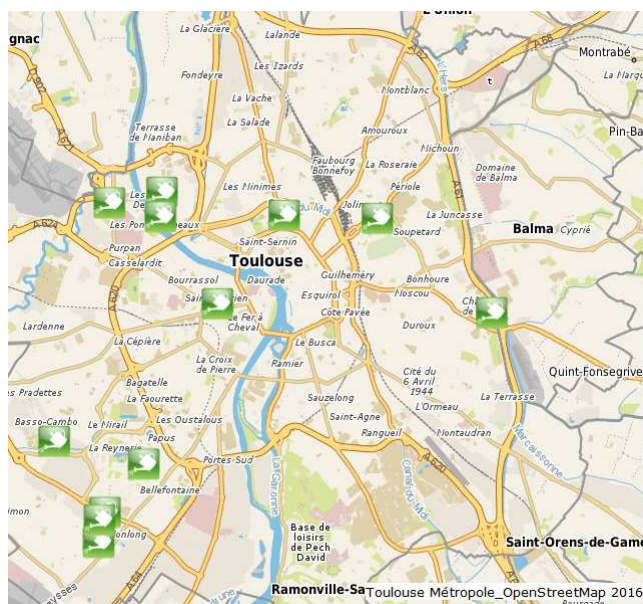
- Travailler en concertation avec les habitants du quartier pour définir les souhaits de mise en place dans le jardin.

Les travaux d'aménagement du jardin sont ensuite effectués par les services municipaux, en cohérence avec le résultat du travail de concertation et les contraintes auxquelles est soumise la collectivité.

Il y a fin 2015, 11 jardins partagés ouverts à Toulouse.

Il convient de noter qu'exceptionnellement la politique d'ouverture de jardins partagés a été freinée en 2015 dans la mesure où sur toutes les opérations existantes et les projets en cours, une nouvelle procédure a été systématiquement mise en place : l'analyse des sols pour détecter d'éventuelles pollutions avant aménagement des parcelles.

Carte des jardins partagés toulousains



2/ L'offre culturelle toulousaine

La Ville de Toulouse considère que la culture doit être développée pour elle-même autant que pour l'impact qu'elle a sur le territoire et sur la vie de ses habitants. C'est ainsi que la collectivité soutient la création artistique et la diffusion des œuvres, tout en donnant à son action une dimension territoriale : propositions d'actions culturelles dans les quartiers de Toulouse, rayonnement et dimension touristique, coopération internationale, valorisation du patrimoine, innovation... Le but étant de créer les conditions d'un développement culturel durable associé à la construction du territoire.

L'offre culturelle s'insère dans un important patrimoine architectural et artistique, qui est l'une des marques de Toulouse, ville d'art, d'histoire et de cultures urbaines.

La Ville a créé un portail spécifiques sur son site Internet : <http://cultures.toulouse.fr/>

3 Site Internet : www.toulouse.fr/documents/106863/112912/charte-jardins-partages/797ef6b4-8225-44c8-8f27-e3c8bb86930f

→ *L'action métropolitaine*

L'année 2016 a été marquée par une évolution sans précédent de la compétence culturelle métropolitaine, traduite par une vague importante de transferts d'équipements culturels, qui ont été reconnus d'intérêt métropolitain, et dont certains sont en régie directe : Théâtre et orchestre du Capitole, Muséum d'Histoire Naturelle et Jardins, Quai des Savoirs.

II. L'administration exemplaire de la collectivité

La Ville de Toulouse a inscrit dans ses enjeux essentiels la diminution des dépenses publiques, dans le cadre d'une cohérence renforcée entre les actions municipales et métropolitaines. Or la diminution des dépenses en énergie et autres flux (eau, consommation de matières, comme le papier, déchets,...) relatives aux activités administratives de la collectivité, notamment pour les bâtiments et les véhicules, réduit de fait la consommation énergétique de la collectivité et accroît son efficacité énergétique.

Deux exemples ci-dessous décrivent les efforts de la ville de Toulouse pour rester exemplaire en termes de développement durable.

II.1. Les consommations d'énergie dans les bâtiments de la Ville

1/ La maîtrise des dépenses énergétiques dans les écoles et autres bâtiments

- La **Mission Energie** au sein de la collectivité conduit une mission de limitation des consommations, de manière raisonnable, c'est-à-dire essentiellement en évitant les surcoûts mais en maintenant et améliorant quand c'est nécessaire le confort des usagers, d'abord en ce qui concerne le gaz, énergie majoritairement utilisée. Cela concerne notamment les bâtiments scolaires. Ainsi, par exemple, la généralisation de la mise à disposition des élèves de l'eau chaude dans les écoles a-t-elle automatiquement tendu à augmenter les dépenses.

En outre, la collectivité s'est engagée dans un concours national entre organisation publiques et privées visant à « challenger » les consommations d'énergie dans les bâtiments tertiaires. Toulouse a travaillé sur un ensemble de bâtiments en 2015 et mettra 2 écoles dans la compétition en 2016. Au-delà des économies directes d'énergie attendues, les échanges d'expérience et de bonnes pratiques entre les collectivités et les entreprises engagées s'avèrent fructueux.

Une synthèse a été effectuée en 2015 sur tous les audits énergétiques réalisés ces dernières années, portant sur un large ensemble de bâtiments de la Ville.

Cette synthèse a permis de :

- a) réaliser un état des lieux du bâti (surtout isolation thermique et menuiseries) et des équipements techniques (chaufferies) ;
- b) déterminer le profil de consommation de la collectivité et les travaux à réaliser chaque année jusqu'en 2020, en fonction du budget voté.

Les cibles des travaux prioritaires sur lesquels la collectivité doit porter ses efforts budgétaires sont ainsi déterminés, constituant **la stratégie énergétique** de la collectivité. Le plan d'action porte ainsi pour 2016-2020 sur :

- 12 millions € pour les chaufferies
- 7,5 millions € pour l'isolation par l'intérieur des murs
- 13,8 millions € pour la rénovation des appareils électriques.

De plus, la Mission Energie a mis en œuvre la double action suivante :

- Un **challenge énergie** » s'est déroulé au sein des services, après plusieurs campagnes sur les économies d'énergie, sur plusieurs sites de travail.

Ainsi, par exemple, à la Daurade, il s'est agi de réaliser 5% d'économie d'énergie sur un mois en jouant sur le comportement des occupants.

Une plaquette de présentation a été distribuée aux agents lors de réunions d'information. Ce document donne des éléments de contexte et énumère les éco gestes en matière de chauffage, d'électricité et d'eau. Des informations sur les caractéristiques du bâtiment et de ses équipements ainsi que sur les niveaux de consommation de fluides sont présentées lors de ces réunions.



- **Un ambassadeur énergie** a été affecté à chaque site, pour placer des affiches dans des endroits adaptés (lieux de passage, salles de réunion, secrétariats, ..) afin de rappeler les bonnes pratiques.

Suite à une campagne d'affichage des consommations hebdomadaires, avec mesures de température dans divers locaux et échanges avec les agents sur l'évolution de leur comportement, des bilans ont été réalisés et les résultats présentés.

Il s'est agi ensuite de pérenniser les améliorations constatées. C'est pourquoi, l'affichage des consommations du site a été maintenu à un rythme mensuel afin que les occupants continuent à être informés sur le résultat de leurs actions pour rester mobilisés.

2/ L'éclairage public

Depuis 2015, la Ville expérimente un principe d'éclairage public innovant : intégrer au luminaire un module cognitif qui analyse les usages nocturnes de la rue. A l'arrivée d'un piéton, le luminaire est capable de détecter qu'il s'agit d'une forme humaine : la puissance d'éclairage passe alors de 10 % (veilleuse) à 100%. Cette intelligence embarquée appliquée à l'éclairage public est une véritable révolution, une innovation unique au monde à ce jour.

Le module permet d'éclairer mieux aux heures où on en a besoin et d'éclairer moins au cœur de la nuit, sauf lorsqu'un piéton ou un deux-roues se présente. Ainsi, le dispositif permet d'économiser jusqu'à 80 % de la facture d'électricité liée à l'éclairage des voies, d'autant plus que ces lampadaires fonctionnent avec la technologie LED qui est très économique.

Engagée rue Edelweiss, dans le quartier Rangueil, l'expérimentation va conduire à une commande de 485 appareils de divers fournisseurs équipés de cette technologie. Conduite avec une « start-up » toulousaine, Kawantech, qui fabrique le module dans une usine de Borderouge l'innovation bénéficie ainsi directement au territoire.

Aujourd'hui, l'objectif est de généraliser le dispositif aux rues de Toulouse (premier déploiement en 2017) et d'industrialiser la solution afin de réduire le coût de fabrication, tout en ouvrant la possibilité de développer des options supplémentaires pour l'améliorer.

3/ Dématérialisation et maîtrise des utilisations des ordinateurs

La collectivité poursuit ses efforts en matière de **dématérialisation**, et plus largement de ce que l'on pourrait appeler l'éco-informatique de l'administration.

Au-delà de l'utilisation dans un sens le plus extensif possible des logiciels libres, des initiatives permanentes concernent le matériel informatique : recyclage en fin d'utilisation et/ou fin de vie et économie dans la consommation électrique.

De son côté, la commande publique toulousaine, pour simplifier les marchés publics et favoriser l'accès à la commande publique, a mis en place la dématérialisation, au sein de la chaîne comptable, de toutes les pièces des marchés. Elle sera effective début 2017. Cette nouvelle plate-forme de dématérialisation y contribue. Là encore, la collectivité disposera d'un nouvel outil unique au sein duquel se trouveront également tous les outils de rédaction des marchés et le suivi des procédures.

II.2. La prise en compte du développement durable dans les événements et manifestations de la Ville

L'organisation des événements de la collectivité utilisant la charte des événements écoresponsables est une des actions phares du Plan Climat. Il s'agit à la fois :

- d'utiliser les événements comme vitrines de l'engagement de la collectivité,
- de produire des événements à faible impact et à forte valeur ajoutée sociale.

Ainsi les événements « candidats » sont-ils accompagnés sur l'accessibilité tarifaire et handicap, les circuits courts, la prévention des déchets, le gaspillage alimentaire, la sobriété énergétique, la mobilité douce, les nuisances sonores, l'éducation au développement durable....

En 2015, plusieurs événements toulousains emblématiques ont été accompagnés pour garantir l'application de leurs engagements dans le domaine de l'écoresponsabilité : Canal en fête, Toulouse Plage, Rio loco, Semaine européenne du développement durable, Semaine européenne de réduction des déchets, Semaine de la mobilité, Défi famille énergie positive, marché de Noël, Créactiv, Sport et Sante, Marathon.

Rio Loco, pionnier de cette éco-responsabilité de la collectivité, progresse continûment dans ce domaine. Depuis 2009, la dimension développement durable du festival s'est consolidée à travers trois axes : le respect du site, la prévention des risques en milieu festif et l'accueil des personnes en situation de handicap », en opérant une forte transversalité inter-services dans l'organisation du festival. Par exemple : Rio Loco a été novateur sur la mise en place de gobelets réutilisables, et, du coup, la diminution des déchets en plastique constatée à la fin des récentes éditions. De nombreuses autres initiatives ont été prises : cendriers de poche, vaisselle lavable, huiles de friture récupérées et valorisées en énergie, ce qui génère également des recettes. En matière de prévention santé, le festival a sensibilisé les visiteurs aux risques en milieu festif, prêté des casques pour les enfants, promu une alimentation saine... En matière d'accessibilité, notamment le site a été équipé d'une boucle magnétique pour permettre aux personnes malentendantes de profiter de l'ambiance de manière optimale.

De plus, sur le plan économique, l'organisation fait appel à des commerçants locaux et à des entreprises d'insertion afin que le festival profite au territoire.

III. Les méthodes de la Ville de Toulouse pour assurer un développement durable en progression continue

III.1. Le rôle transversal du Plan Climat

Le développement durable impacte de nombreux sujets concernant les politiques publiques mises en place à Toulouse.

La ville de Toulouse dispose actuellement d'un « **Plan Climat Énergie territorial** » (PCET) mutualisé avec la Métropole. Ce Plan Climat est en soi très thématiquement transversal.

Le PCET en cours a produit des résultats intéressants, qui restent à confirmer voire renforcer. L'appréciation globale suivante peut être proposée :

Points forts

- Une large concertation a été engagée : **1 000 acteurs et citoyens associés** à la construction du plan d'actions.
- le Plan Climat constitue une **démarche globale** de développement durable, avec un large panel d'actions et une mise en cohérence avec les documents de planification en cours et/ou en projet : PLH, PDU, Schéma de développement économique, PLUiH, Projet métropolitain, ainsi qu'avec des programmes ou actions plus opérationnels (PLPD, administration exemplaire).

Plus de **80 % des actions** ont été engagées. **30 directions** des services Ville de Toulouse et Métropole **sont impliquées**, avec des **actions phares et innovantes** comme le Défi Familles énergie positive (1ère collectivité de France), extension du réseau de chaleur urbain (prix écoréseau Amorce), Atelier solidaire d'Empalot, démarche Agil'T avec les entreprises, 2 écoquartiers labellisés, intégration de critères de développement durable dans plusieurs événements culturels (Rio Loco, ...) et dans la commande publique, etc.

Grâce aux actions impulsées par le Plan Climat, Toulouse Métropole est **lauréate de l'appel à projets national « Territoires à Énergie Positive pour la Croissance Verte »**

Une **première trajectoire de diminution des émissions de gaz à effet de serre semble observée** jusqu'en 2015 par l'ORAMIP. Ces chiffres restent toutefois à consolider par l'ORAMIP avec des données plus récentes.

Axes d'amélioration

La loi impose à la Métropole de prendre en charge la réalisation et l'animation du Plan Climat global sur son territoire. La Ville de Toulouse n'a plus l'obligation de réaliser un plan climat territorial à son échelle spatiale, mais seulement de mettre en révision son Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES) pour son propre patrimoine uniquement. Cette révision s'effectuera en 2017.

Dans ces conditions, le BEGES Toulouse devrait aboutir à un diagnostic patrimonial et à un plan d'action resserré. La démarche métropolitaine Cit'ergies et l'évaluation engagée en 2016 du PCET en cours devraient aboutir à un renforcement de la dimension transversale climat-air-énergie, à Toulouse même, et entre Toulouse et la Métropole.

De son côté, l'élaboration du PCAET de la Métropole devrait prendre en compte les orientations suivantes :

- Réenclencher la **mobilisation des acteurs et des services** grâce à la mise en place d'une gouvernance participative du projet ;
 - **Affirmer au plus haut niveau l'engagement de la collectivité et la nécessaire implication des services** ;
- Consolider une véritable stratégie de sensibilisation et de **communication**. Rendre lisible aux yeux des citoyens les enjeux du PCET, les actions mises en œuvre, et leurs résultats ;
- Donner au PCET une **dimension plus opérationnelle avec des objectifs et résultats mesurables** ;
 - Engager une révision avec un **nombre d'actions réduit** avec des **objectifs chiffrés** et un **budget dédié** ;
- Renforcer le plan d'actions sur les thématiques : **Qualité de l'air, transition énergétique pour la croissance verte et adaptation au changement climatique**.

III.2. La mobilisation des associations pour engager les citoyens

1/ Le soutien aux actions associatives dans le champ de l'éducation à l'environnement et au développement durable

La réalisation des objectifs du développement durable, et du Plan Climat Énergie de la Ville de Toulouse plus particulièrement, exige de mobiliser tous les acteurs, et notamment les citoyens de tous les âges. C'est pourquoi, il est indispensable d'« *impliquer tous les acteurs et mobiliser tous les moyens d'action nécessaires* »⁴ pour atteindre de façon optimale les objectifs retenus, en particulier sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et l'adaptation du territoire aux vulnérabilités climatiques.

Aussi, pour « *renforcer et réaliser un programme d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD)* »⁵ il convient, notamment, de mobiliser les associations partenaires et les crédits de subventions votés. Dans ce cadre, l'intervention de plus en plus professionnalisée des associations dans le champ de l'EEDD est décisive. En effet, le programme d'EEDD de la Ville de Toulouse cherche tout particulièrement à favoriser **l'élargissement et la diversification du public** cible en soutenant des actions en faveur de **milieux sociaux et générationnels variés**.

Jusqu'au 3ème trimestre 2016, sur 9 dossiers déposés, des subventions aux 7 associations suivantes devraient être versées :

4 Intitulé de la cible 7 du Plan Climat Énergie toulousain.

5 Action phare de la cible 7

Nom de l'association	Projet 2016	Montant proposé avant décision en €
MOBILITE		
1 Km à pied	Pédibus des écoles publiques de Lardenne En plus d'organiser l'accompagnement des enfants à l'école à pied, l'association sensibilise les familles à l'écobilité. L'objectif est d'améliorer la participation des familles en organisant des événements festifs et la communication aux adhérents (e-mail, site Internet). <i>Budget prévisionnel total : 5 095 €.</i> <i>Indicateurs : 30 enfants accompagnés régulièrement, 300 participants à l'événement de sensibilisation organisé lors de la semaine de la mobilité.</i>	1 000
BIODIVERSITE		
DIRE	Animation et conduite d'ateliers dans le quartier prioritaire de Bellefontaine sur les thématiques biodiversité urbaine, jardins, changement climatique et pollution de l'air. Plusieurs publics visés : habitants, enfants, associations de quartier... <i>Budget prévisionnel total de l'action : 21 700 €.</i> <i>Indicateurs : 1 500 personnes sensibilisées en 2015.</i>	3 000
Le Tambour	En 2016, l'association propose l'action « scènes de vie végétales », en partenariat avec l'association Trombone, et avec un photographe (Laurent Bessol), afin d'illustrer la thématique de la nature en Ville dans le quartier d'Empalot. A la demande de la Ville de Toulouse, ce projet sera axé sur le lien entre nature, climat et confort d'été. A Empalot de nombreux espaces se prêtent à ce thème : la Garonne, le mail ombragé, les jardins partagés... A l'issue du projet une exposition itinérante sera créée, accompagnée de textes littéraires et de perceptions d'habitants. Une vingtaine d'habitants participera au projet. <i>Budget prévisionnel total de l'action : 6 700 €.</i> <i>Indicateurs : en 2015 une exposition créée et installée à la Maison des associations en juillet, 4 visites de jardins avec des centres de loisirs.</i>	3 500
EEDD PUBLIC SCOLAIRE ET GRAND PUBLIC		
Reflets	Axes suivants : 1- sensibilisation à l'EEDD des enfants et des jeunes dans le cadre scolaire, périscolaire et de loisirs – sur l'année scolaire 2016-2017. classes de l'eau, accompagnement des CLAE (« la nature à la porte du Claé, mon Claé s'engage ! ») , participation au parlement éducatif de Toulouse, accompagnement de groupes scolaires dans une logique d'établissement en démarche DD Partenariat avec les directions de l'éducation, de l'enfance et des loisirs de la Ville de Toulouse. 2- information du citoyen sur des pratiques alimentaires et/ou de jardinage plus respectueuses de l'environnement et de sa santé. <i>Budget prévisionnel total de l'action : 36 900 €.</i> <i>Indicateurs : 2 000 enfants sensibilisés en 2016 (axe 1).</i>	14 000
Association de parents d'élèves de l'école Calas Dupont	Projet d'éducation à l'environnement : 91 enfants de 8 à 11 ans ont été sensibilisés aux enjeux de l'eau, de la biodiversité et du changement climatique lors d'un séjour d'une semaine, par des garde-moniteurs du Parc National des Pyrénées . <i>Budget prévisionnel total de l'action : 31 700 € .</i> <i>La Ville a accordé une subvention de 3 000 € via la Mairie de quartier.</i> <i>Indicateurs : 91 enfants sensibilisés.</i>	2 000
ACCOMPAGNEMENT ET DIFFUSION DE PROJET EEDD		
Elémen'Terre	Accompagnement global à l'éco-responsabilité et à l'application de la charte des événements éco-responsables de 15 événements sur le territoire de Toulouse <i>Budget prévisionnel total de l'action : 16 907 €</i> <i>Indicateurs : 10 événements accompagnés en 2015.</i>	5 000
FReDD – Film, Recherche, Développement	Festival FRED – 6^{ème} édition Thème : « Objectif Terre ! », avec le parrainage de Jean-Louis Etienne. Manifestation « scientifique, culturelle et citoyenne ». Accueil de scolaires, présentation de films, rencontres-débats. Un conseil	6 000

durable	scientifique accompagne les actions conduites par l'association. Une autre action sera développée : « Plan climat sur les ondes » = émission de radio hebdomadaire, et émission mensuelle avec une classe d'école primaire sur Canal Sud. <i>Budget prévisionnel total : 187 000 €</i> <i>Indicateurs : 700 spectateurs au festival FREDD 2015</i>	
TOTAL	TOTAL DES ACTIONS SUBVENTIONNEES : 161 002 €	34 500

Les subventions accordées par la ville de Toulouse devraient permettre de soutenir un budget global d'actions associatives presque 5 fois supérieur. A titre de comparaison, le budget alloué lors du Conseil d'octobre 2015, pour les associations ayant sollicité une subvention sur la période de janvier à août 2015, était de 40 000€. d'une année sur l'autre, ce sont à peu près les mêmes associations qui sont soutenues, ce qui est le signe d'un effort continu de leur part.

2/ La semaine européenne du développement durable (SEDD)

Faisant suite à la forte mobilisation citoyenne et associative de la SEDD 2015, dans le cadre de la campagne générale de la ville de Toulouse pour la COP 21, la Ville de Toulouse a organisé en 2016 une soirée en partenariat avec le cinéma ABC.

Marie-Christine Jaillet est intervenue comme universitaire, experte et présidente du CODEV pour donner son point de vue et des éléments d'éclairage et de lecture, suite à la projection du film dont la thématique se trouve au cœur des enjeux du DD.

Passionné de longue date par la question du temps et du développement exponentiel de la modernité, c'est à la lecture du livre "Accélération" d'Hartmut Rosa que Gilles Vernet, instituteur-réalisateur, a décidé de réaliser un film sur ce sujet. Filmant sa classe multiculturelle, symbole de l'école républicaine, il croise plusieurs thématiques : l'économie, la philosophie, l'industrie, la productivité et bien sûr l'écologie.

Une assistance nombreuse, environ 200 personnes, remplissant entièrement la salle, a permis de rendre les échanges, auxquels participaient des élus toulousains, particulièrement intéressants, suite à la projection du film.

III.3 Les actions dans les quartiers toulousains

Toulouse est divisée en 6 secteurs et 20 quartiers.

Secteur 1 Toulouse centre <ul style="list-style-type: none"> Capitole - Arnaud-Bernard - Carnes Amidonniens - Compans Caffarelli Les Chalets/Bayard/Belfort - Saint-Aubin/Dupuy 	Secteur 2 Toulouse Rive gauche <ul style="list-style-type: none"> Saint-Cyprien Croix de Pierre - Route d'Espagne Fontaine Lestang - Bagatelle - Papus - Tabar - Bordelongue Fontaine Bayonne - Cartoucherie 	Secteur 3 Toulouse Nord <ul style="list-style-type: none"> Minimes - Barrière de Paris Sept Deniers - Ginestous - Lalande Trois Cocus - Borderouge - Croix Daurade - Paleficat - Grand Selve
Secteur 4 Toulouse Est <ul style="list-style-type: none"> Lapujade - Bonnefoy - Périole - Marengo - La Colonne Jolimont - Soupétyard - Roseraie - Gloire - Gramont Bonhoure - Guilheméry - Château de l'Hers - Limayrac - Côte Pavée 	Secteur 5 Toulouse Sud-Est <ul style="list-style-type: none"> Pont des Demoiselles - Montaudran - La Terrasse Rangueil - Sauzelong - Pech David - Pouvoirville Saint Michel - Le Busca - Empalot - Saint Agne 	Secteur 6 Toulouse Ouest <ul style="list-style-type: none"> Arènes Romaines - Saint Martin du Touch Lardenne - Pradettes - Basso Cambo Mirail - Reynerie - Bellefontaine Saint Simon - Lafourquette

C'est à ce double niveau (secteur/quartier) que se déploie la « démocratie locale » en interface avec les habitants. L'équipe municipale comporte ainsi 20 « **maires de quartiers** ». Ceux-ci et le maire de Toulouse mettent en œuvre les actions, et notamment les aménagements de quartier, et les outils de liaisons entre les résidents, les commerçants et entreprises, les associations et clubs, les écoles et la Mairie.

Chaque quartier dispose d'une « mairie de quartier » et la vie locale s'organise à travers une **commission de quartier**, ouverte à tous. Sa fonction est d'assurer le dialogue au plus près des Toulousains. Les présentations, compte-rendus et planning des commissions sont publiés en ligne sur le site Internet de la Ville.

Certaines commissions travaillent en commission spécifique sur les questions d'environnement et de développement durable. C'est par exemple le cas du quartier Saint-Michel – Empalot, qui organise chaque année un événement festif dédié à ce sujet.

La Mairie a mis en place une **Maison de la Citoyenneté** par secteur. Les maisons de la citoyenneté sont des lieux d'animation de la démocratie locale, de rencontres entre élus/associations/habitants, d'organisation de débats citoyens et de ressources pour les associations participant à la vie du secteur. Les Toulousains y trouvent une offre de services renforcée ainsi que des plages d'ouvertures élargies.

Les quartiers ci-dessous bénéficient d'un fonds "**Agir dans mon quartier**", nouveau nom du Fonds d'Initiative et de Participation des Habitants :

>> Bagatelle-Faourette-Papus-Tabar-Bordelongue

>> Empalot

>> Reynerie - Mirail Université - Bellefontaine - la Fourguette et le Milan.

>> Les Izards - Bourbaki - Madrid - Nègreneys – Ginestous

>> Amouroux - Pelleport - La Gloire -Jolimont.

>> Polygone - Cartoucherie - Fontaine Bayonne - Casselardit

Cette aide financière vise à favoriser les actions de proximité et de solidarité, ainsi qu'à faciliter l'entraide entre les habitants des quartiers concernés.

III.4. La communication sur le développement durable

La Ville de Toulouse communique à travers son site Internet, en permanente adaptation. Celui-ci dispose d'une page « Environnement », <http://www.toulouse.fr/web/environnement>, qui développe des rubriques sur les thèmes décrits dans le présent rapport mais également sur des sujets de compétence métropolitaine importants pour les Toulousains, tels que l'environnement sonore, le Plan Climat.

Le magazine à *Toulouse* est déposé dans les boîtes à lettres des habitants de Toulouse mais il est aussi disponible en ligne, en consultation et téléchargement. Il traite des sujets importants pour les Toulousains et prioritaires dans les politiques publiques municipales, tels que l'éducation, la sécurité, les transports,... Le numéro d'avril-mai 2016 présentait un dossier exceptionnel sur le canal du Midi, qui cette année « soufflait ses 350 bougies ». Il traitait également, par exemple, de l'opération Cœurs de quartier présentée ci-avant.



Enfin, Toulouse a développé le site et l'application « *montoulouse.fr* », qui est le portail des services de la Ville, pour les habitants comme pour les associations.



RAPPORT DEVELOPPEMENT DURABLE 2016 Ville de Toulouse – Toulouse Métropole

Tableau de bord – le développement durable en chiffres

	Indicateurs	Données
Population	TM	725 091 habitants (données 2012 ; INSEE 2015) Estimation 2015 : 748 150 habitants
	Gain de population 2006-2012	37 555 hab. ; + 5,5 %
	Emploi total au lieu de travail Estimation nombre d'étudiants	426 461 emplois (données 2012 ; INSEE 2015) 96 000 étudiants
	Ville de Toulouse Emploi total au lieu de travail	453 317 habitants 282 893 emplois
Superficie	Total TM	45 880 ha densité : TM : 15,8 hab/ha VT : 38 hab/ha
	Dont espaces agricoles	25 % superficie du territoire
Climat (Émissions GES et consommations d'énergie)	Total émissions	3,4 millions teqCO ₂ /an (moyenne 2008-2011– selon la méthode ADEME=
	Objectifs sur 2005-2020 : - réduction de 20 % les émissions GES - augmenter de 20 % l'efficacité énergétique – consommations en énergies fossiles	
	Élévation moyenne des températures 1945-2007	+1,3 °C
	Réalisation actions PCET :	Plus de 80 % des actions engagées 2015/2012
Énergie	Consommation totale du territoire (énergie finale)	1,4 million tep / an
	Production d'EnRR Objectif PCET: passer de 4 à 8 % hors transports	Projet Solvéo : 1700 kWc / - 1000 t CO ₂ /an RCU Toulouse : finalisation sur 2 réseaux : 60 km, 60 000 habitants
	Hydroélectricité	Objectif : porter de 10 à 15 % 29 M kWh/an
	Réduire de 20 % la consommation énergétique des bâtiments communaux et communautaires	
Mobilités	Objectif : 23 % de part modale transport en commun (TC) 10 % pour le vélo (PDU)	9 % en 2004 13 % en 2013
	Voyages validés sur le réseau TC	170 millions en 2015 169 millions en 2014 + 33 % sur 5 ans
	Bus	2 tronçons en site propre ; 15 km – 20 stations
	Vélo - Réseau cyclable :	564 km en 2015 548 km en 2014 496 km en 2011
	Vélo Toulouse	2015 : 4,5 millions locations 2014 : 4,3 millions locations

		2013 : 3,5 millions locations 2012 : 3,1 millions
	Total Plan vélo	Réduction moyenne totale des émissions GES : 110 000 teqCO2/an
	Stations de charge de véhicules élec.	7 bornes en 2015 6 bornes en 2016
	Transport fluvial	Engagement en 2016 d'une réflexion sur le fret fluvial avec Voies navigables de France (VNF) sur Toulouse Métropole
	Durées et distances de déplacements pour les habitants de Toulouse Métropole Source : Enquêtes ménages 2013	En moyenne, les habitants effectuent un déplacement de 4,8 km pendant 17 mn 52 % des déplacements < 3 km 68 % des déplacements Domicile-Travail sont effectués en véhicules particuliers ; 16 % en transp. en commun
Rénovation énergétique	Logement social	4 435 logements subventionnés depuis 2010 décomposés de la manière suivante : 311 en 2010 1722 en 2011 89 en 2012 1030 en 2013 94 en 2014 1189 en 2015 Selon les nouveaux critères (délibération de décembre 2015) : estimation d'environ 1000 logts/an 1 400 teqCO2 évités
	Logement privé (copropriétés fragiles*) *indicateur combinant revenus des occupants, situation géographique, âge des immeubles,...	479 logements (2012-2013) 300 logements en 2014 430 teqCO2 évités
	Prévention de la précarité énergétique - Espace Info Énergie	4000 personnes (p) sensibilisées/an 2000 p/an en entretien individuel, dont 60 % de passage à l'acte (1200 p/an)
	Défi Familles à énergie positive	550 familles participantes sur 2 éditions Économie moyenne par édition : 600 000 kWh/an 110 teqCO2/an 17 % sur facture énergétique 300 euros/famille/an
	Total lutte contre la précarité énergétique et conseil aux habitants métropolitains	Environ 1 million d'euros économisé chaque année par les résidents concernés
Aménagement, urbanisme	Nombre d'écoquartiers Nb EcoQuartiers labellisés Grand Parc Garonne	9 en phase opérationnelle 2 en 2015 10,5 km cheminement piéton-cycle en 2015 et 7,5 km en 2016
	Superficie totale TM en aménagement durable effectif	5,7 %
Social	Contrat de ville	60 000 habitants 46 % des ménages < bas revenu (11900 €/an) – 20 % sur TM
Environnement	Voies d'eau	Garonne : 32 km Canaux : 30km Cours d'eau : 360 km
	Eau potable Consommation	3300 km de réseau ; 58 réservoirs 50 M m3 distribués / an Toulouse : 28,8 M m3 en 2012 26,4 M m3 en 2014

		Toulouse Métropole : 44,0 M m3 en 2012 41,3 M m3 en 2014
	Assainissement	Réseau : 2500 km ; 17 stations 2 000 km eaux pluviales
	Qualité de l'air : % nombre de jours d'indice ATMO bon à très bon	68 % en 2015 66 % en 2012 65 % en 2011
Déchets	Production annuelle moyenne / habitant d'ordures ménagères et assimilées (OMA) Réduction OMA produites Compostage « Stop pub » Ressourcerie Textile	354 kg en 2015 - 11,2 kg/ habitant entre 2011 et 2015 Taux d'équipement en maisons individ. : 17 % en 2015 1074 composteurs distribués en 2015 ; 5603 depuis 2011 Compostage en restaurat° scolaire : 5 structures équipées 50 immeubles équipés de composteurs collectifs 31 % des BAL équipées 35 emplois d'insertion créés 235 bornes textiles installées
	Ambassadeurs du tri Sensibilisation au tri des emballages ménagers et papiers	19 16 000 personnes en 2014 5413 composteurs distribués pour les maisons individuelles
Produits locaux et bio dans les cantines	Toulouse	20 % en moyenne annuelle
Économie	Répartition sectorielle des émissions : - Résidentiel (construction et utilisation) - Industrie - Tertiaire - Transports voyageurs - Transports marchandises - Agriculture	22 % des émissions de GES 17 % des émissions de GES 13 % des émissions de GES 27 % des émissions de GES 19 % des émissions de GES 0,5 % des émissions de GES
	Plans de déplacements d'entreprises ou inter-entreprises (PDE/PDIE) et d'administration (PDA)	135 démarches engagées depuis 2012 - 1440 teq CO2/an
	Dispositif Agil'T	40 entreprises engagées en 2015 (RSE) 6 entreprises récompensées en 2015 (performance DD)
	Emplois dans les filières vertes, dont l'écocorénavation	Estimation 2012 : entre 320 et 400 emplois par an sur le bassin d'emploi toulousain, à partir de 2015
	Agriculture	300 ha en maraîchage (environ 3 % de la superficie agricole TM)
	Open Métropole	Total investissements : 500 M € 2015-2020
Administration exemplaire	Émissions de GES (Patrimoine et Services au sens strict) Consommation en GWh en 2012 - Électricité - Gaz - Réseau de chaleur Émissions GES des bâtiments : Audits énergétiques du parc public des communes membres Plan d'action 2016-2020 (travaux prioritaires)	62 400 teqCO2, dont : 31 % bâtiments 38 % services pub. 13 % déplacements 10,1 3,8 1,2 31 % des émissions des collectivités 360 bâtiments / 300 000 m² 34 M €
	Achat durable	360 000 heures d'insertion intégrées (2015)

	Événements responsables	49 % marchés avec critère/capable environnement (2015) 41 % en 2014 12 événements accompagnés (chartés) en 2015 ; 8 en 2014
	Semaine DD interne	2016 : 300 agents participants ; 15 Directions impliquées
	Label Pavillon bleu	2016 : 3ème labellisation consécutive pour le Port Saint-Sauveur
Mobilisation des associations	Total subventions versées EEDD et divers PCET	TM 2012 : 106 000 euros 2013 : 133 720 2014 : 204 850 2015 : 154 500
	(2016 en cours)	VT 2012 : 128 795 2013 : 110 491 2014 : 69 900* 2015 : 57 000* * Des projets associatifs soutenus précédemment sur subventions ont été réajustés sous forme de prestations

